

Edition française

Redaction et administration :
Ernest Peytrequin, 4, rue de
la Louve, Lausanne (Suisse),
et Evian-les-Bains (France).

Nous autorisons la reproduc-
tion de toutes nos études.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « LIGUE POUR L'ORGANISATION DU PROGRÈS »

Paraît tous les samedis

ABONNEMENTS :
France et Suisse, 3 fr. par
an. Autres pays, 5 fr. par an
(avec l'édition allemande,
1 fr. par an en plus).

Le numéro :
5 centimes.
Compte de chèques postaux
(Suisse) II. 953.

Soldats et Gens de Lettres

par Th. Ruysen,

professeur à l'Université de Bordeaux, président de l'Asso-
ciation « La Paix par le Droit ».

Je suis en train de réunir une ou plutôt deux collec-
tions de coupures de journaux. Quelque jour,
quand cette guerre de géants sera terminée, quand
les deuils seront consolés et les enthousiasmes
tombés, quand on pourra avec quelque sang-froid
envisager les grands événements que nous ne pou-
vons aujourd'hui observer qu'à travers nos pas-
sions, il sera d'un intérêt poignant de parcourir ces
feuillettes amassées pour les méditations futures.

Je réunis d'abord des lettres de soldats. Beau-
coup sont très belles. Elles portent, cela va sans
dire, l'empreinte du combat. Ce ne sont pas des
pages d'idylle. La guerre est une chasse à l'homme,
et que serait la chasse s'il n'y avait chez le chas-
seur la joie de l'action ardente, le plaisir de traquer
la bête, de la surprendre au gîte, de l'abattre raide
d'un coup de fusil bien ajusté? Quand je lis, ce
matin, dans une lettre de jeune recrue : « Je me
sens capable de tuer mon Prussien »; quand un
soldat racontant comment le 75 a fauché tout un
bataillon ennemi, s'exclame : « Cela faisait plaisir
à voir », je ne puis m'indigner; j'ajourne à plus tard
l'horreur atroce que ces propos devraient inspirer,
si la guerre n'était le renversement général de ce
que nous croyons juste. C'est la guerre que je rends
respectable, non celui qui la fait : celui-ci n'exécute
qu'une consigne.

Aussi bien ces lettres de soldats, si elles sont
farouches, sont rarement cruelles. Surtout, elles
n'injurient pas l'adversaire. Elles respirent l'amour
de la patrie attaquée, l'attachement viril à l'austère
devoir bien plus que la haine ou le mépris de l'ad-
versaire. L'homme qui risque sa vie à toute minute
ne s'abaisse pas à l'insulte. La guerre, comme tous
les risques mortels, grandit souvent le combattant.

Que n'en est-il de même, hélas! des non comba-
ttants! Or, on voit certaines gens qui ne risquent
rien, des hommes de lettres dans leur cabinet, des
journalistes au fond de leur officine, plonger leur
plume dans la boue, la bile ou le venin et s'escrim-
er, pour tout combat, à salir l'ennemi. Pouah!
les vilains, les répugnants exploits! Je recueille avec
dégoût, dans la seconde de mes collections, ces
exemplaires de la méchanceté humaine, méchanceté
vile, parce qu'elle n'a pas l'excuse du péril quoti-
dien, méchanceté à froid, méphistophélisme de
parade. Et ceux dont la plume s'oublie à ces exer-
cices, ce ne sont pas d'obscurs plumitifs chez qui
l'outrance est une réclame pour se faire lire; ce
sont les plus lus, les plus fameux de nos écrivains.
« Sale race », dit Barrès; « sauvages à couenne
rose », répond Loti; et Richopin, même Richopin
qui, naguère, glorifiait la débauche, avec cette tru-
culence verbeuse dont il a le fâcheux privilège, en-
tonne un dithyrambe en l'honneur de la haine, « la
haine implacable, sans rémission, sans exception... »

Rhétorique que tout cela, dira-t-on. Des mots,
des phrases!... Oui, mais des mots qui portent, des
mots qu'on écoute et que réédite la moindre feuille
de province à court de copie; des phrases qui finis-
sent par emplir les esprits sans défense de sugges-
tions affolantes.

Ah! si la nation se montrait lasse de l'effort qui
la tend depuis quatorze longues semaines; si des
murmures éclataient contre la victoire trop lente; si
nos troupes hésitaient à exercer les rigueurs néces-
saires, peut-être alors comprendrait-on. Peut-être
conviendrait-il de forcer la note, d'aiguillonner l'en-

thousiasme fléchissant par des paroles à dessein
excessives, comme on éperonne jusqu'au sang une
monture qui se cabre. Mais non. Jamais notre peup-
le n'a été si uni, si patient et si ardent à la fois, si
sûr de sa volonté de vaincre. Alors, à quoi riment
ces appels forcenés? Pourquoi verser cet alcool à
une nation qui sait clairement où est son devoir et
qui accepte virilement le sacrifice?

Objectera-t-on les crimes de l'armée allemande?
les attentats au droit des gens? Ces crimes sont
affreux : qu'on en châtie les auteurs avec la der-
nière rigueur. Mais qu'on ne crache pas au visage
du coupable. Quand on exécute un bandit, ce n'est
pas la colère qui frappe, c'est la justice.

Les „Nouvelles de Hollande“

La Société hollandaise « La paix par le droit » a
fondé une œuvre unique en son genre, pour
combattre la haine des peuples et pour démon-
trer à toutes les nations que les sentiments d'ami-
tié ne sont pas entièrement éteints chez les ad-
versaires actuels.

Le Secrétariat de l'Association (1) explique
comme suit le but de son entreprise :

« Parmi les expressions de haine et d'acharne-
ment pour l'anéantissement complet de l'ennemi,
nous rencontrons assez souvent des épanchements
d'une nature plus édifiante, où, tout en prenant
la défense de son point de vue national, l'auteur
montre le désir d'en venir à une collaboration
future, laquelle collaboration ne pourra toutefois
être effectuée entre les antagonistes présents qu'à
condition que la paix, qui un jour viendra met-
tre fin à la guerre, tienne compte de ce désir
d'entente subséquente.

« Nous croyons servir l'intérêt de l'humanité en
faisant connaître de part et d'autre ces expres-
sions encourageantes et ces pensées plus larges.
Elles pourront convaincre ceux qui émettent ces
opinions que, même parmi les ennemis de leur
patrie, la pensée commune d'un avenir plus beau
et plus heureux ne s'est pas encore éteinte; elles
pourront seconder leurs efforts en leur procurant
l'occasion d'augmenter dans leur patrie le nom-
bre des adhérents de cette disposition humanitaire
et civilisatrice. Voici à notre avis une belle tâche
pour les « Nouvelles de Hollande ».

« Nous ne voulons pas, en premier lieu, ren-
dre les opinions émises dans les revues pacifis-
tes, puisque dans ces revues l'appréciation de l'é-
tranger et le désir d'une paix qu'on espère de
nature durable sont des choses qui vont de soi.
Il y a une raison plus particulière de se réjouir
quand de telles pensées trouvent une place dans
des revues d'une certaine autorité ou des jour-
naux quotidiens de grande influence. C'est sur-
tout ces passages que nous nous attacherons à
reproduire dans nos pages, entiers ou en partie.

« A côté de ces voix venues des pays belligé-
rants, il sera peut-être utile aussi de faire enten-
dre parfois une parole d'exhortation venant d'un
pays neutre.

« Il est superflu d'assurer que nous sommes
bien résolus à maintenir la plus stricte impar-
tialité dans le choix des pièces que nous reprodui-
sons. »

Partant de ce point de vue, l'Association édite une
feuille en trois langues : « Les Nouvelles de Hol-
lande », et y publie des articles à tendances con-
ciliatrices parus dans les pays belligérants. Il pa-
rait, en tête du premier numéro, un article du

(1) La Haye, Theresiastraat 51.

grand journal libéral d'Angleterre, la « Westmin-
ster Gazette », qui préconise une réconciliation fu-
ture de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.
Ensuite un article de l'organe radical, le « Daily
News », contre « tout traitement indigne de la
« grande » nation allemande. Puis toute une sé-
rie d'autres citations prises dans des journaux
anglais.

Comme suite, on publie aussi des citations pri-
ses dans des journaux français et allemands, mais
nous regrettons de constater qu'elles sont prises
dans des journaux beaucoup moins importants.
Il paraît que des mots conciliants n'ont pas été
trouvés dans les grands journaux de France et
d'Allemagne, ce qui confirme d'ailleurs notre ob-
servation faite après lecture comparative des dif-
férents journaux des pays belligérants, à savoir
que les journaux de la gauche anglaise sont in-
finiment plus calmes et réservent beaucoup mieux
les possibilités d'une réconciliation future des
peuples, que ceux paraissant sur le continent. Il
se peut que la censure anglaise permette la pu-
blication d'articles qui, en Allemagne, seraient
supprimés. Il se peut que les journaux socialistes
d'Allemagne, sans cette entrave, écriraient dans
le même sens que les journaux anglais. Nous
concéderons aussi que les journaux socialistes de
France s'approchent dans une certaine mesure des
mêmes tendances. Mais nous serions très heu-
reux de trouver, dans le prochain numéro des
« Nouvelles de Hollande » des citations prises
dans des journaux importants de la BOURGEOI-
SIE libérale, française et allemande.

Il est attristant de voir cette rivalité d'injures
dans les feuilles du continent; elles ne surchauf-
ent que la haine mutuelle. La presse remplirait
un rôle beaucoup plus noble en gardant au moins
une certaine réserve et en préparant ainsi les pre-
miers acheminements qui doivent, malgré tout,
amener un jour la paix du monde et celle des
esprits.

HOMO

Pour la suppression de la guerre,

par Ch. Beauquier, ancien député (Paris).

Il est incontestable que les hommes sensés et
honnêtes désirent passionnément voir la paix ré-
gner entre tous les peuples de la terre.

Comme la vie est chère à tout être humain et
qu'il la souhaite heureuse, il va de soi que la
guerre, qui est le contraire de ces aspirations,
est, sauf de rares exceptions, essentiellement odieu-
se et déraisonnable.

Ce fait établi, — et nous pensons qu'on ne
saurait y contredire, — il s'agit de savoir s'il y
a un moyen certain de supprimer la guerre ou si
au contraire, étant donnée la nature de l'homme,
elle existera toujours.

Pendant de longues années, nous avons per-
sonnellement cru à la possibilité d'un tribunal in-
ternational chargé de juger les conflits qui pou-
vaient surgir entre les différents Etats et donner
à ces conflits une solution juridique sans avoir
recours à la violence des armes.

Cette opinion, qui tendait à fonder solidement
la paix sur les bases de la justice et du droit,
nous paraissait justifiée par l'acquiescement de
quatorze puissances à l'établissement du Tribunal
de La Haye.

Il y avait toutefois un point noir dans le bleu
pur de cet horizon pacifique : Les puissances si-
gnataires avaient excepté des causes qui seraient
soumises à l'arbitrage celles qui portent atteinte
à l'honneur ou à l'intérêt vital des nations.

Par le fait, c'était exclure les principales, on peut même dire les uniques causes de guerre.

Aussi, en dépit de ces beaux traités d'arbitrage, les guerres, aussi nombreuses que par le passé, continuaient à éclater entre diverses nations.

C'est ainsi que l'empereur de Russie, l'initiateur même de ces traités d'arbitrage, fit une guerre sanglante et terrible au Japon, les Anglais aux Boërs, la Grèce, la Serbie, la Bulgarie, tous les peuples balkaniques à la Turquie, etc., etc., et jamais aucune des nations participant directement ou indirectement à ces guerres n'eut la velléité de soumettre à l'arbitrage la cause initiale du conflit.

C'était du reste tout naturel, car l'origine de toutes les guerres, ou à peu près, étant l'ambition, la mauvaise foi, la cupidité, il va de soi qu'un plaideur ne peut invoquer de telles raisons devant un tribunal pour justifier ses actes de brigandage.

Les événements aussi bien que la logique démontrent donc surabondamment l'inutilité ou, pour mieux dire, l'impossibilité d'un tribunal international d'arbitrage jugeant les causes de guerre.

Peut-on raisonnablement supposer, par exemple, que l'Allemagne aspirant à l'hégémonie mondiale aurait pu demander aux juges de La Haye de lui donner raison dans son entreprise de domination universelle ?

Laissons donc de côté cette conception naïve d'un procédé efficace pour faire régner la paix entre les nations.

Un autre moyen, qui nous paraissait jadis également de nature à pouvoir empêcher les guerres futures, c'était la grève de la chair à canon. Les socialistes, dans les différents pays, se prononçaient énergiquement contre les guerres fratricides provoquées par les despotes, par les capitalistes, et déclaraient que désormais ils s'entendraient entre eux et qu'ils refuseraient de se faire tuer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Il est évident que c'était là un moyen certain de supprimer les conflits armés. Mais, hélas ! nous avons compté sans le chauvinisme ou, si l'on aime mieux, sans le patriotisme des masses, aussi susceptibles sur le point d'honneur que les simples particuliers.

Au moment de la déclaration de la guerre actuelle, il n'y a plus eu de partis, un seul sentiment a dominé tous les autres : celui de l'honneur et de l'intérêt national. Et, dans les deux camps, tout le monde a marché, que la cause fût mauvaise ou bonne, juste ou injuste.

Telle est l'humanité.

La conclusion de ces considérations c'est que c'est cette humanité même qu'il faut changer, ou du moins son caractère, ses aspirations, ses jugements, en un mot son moral.

Et la chose n'est pas impossible. C'est par l'éducation de l'enfant dès le premier âge qu'il faut commencer. C'est son petit cerveau malléable qu'il s'agit de façonner : « Donnez-moi, disait Leibnitz, l'éducation de l'enfance et je changerai la face du monde. »

Et il avait raison.

Les prêtres de toutes les religions sont bien pénétrés de cette vérité, puisqu'ils recherchent avant toutes choses d'être chargés de l'instruction à donner aux enfants. Et c'est pourquoi, à peu près partout, ils sont encore si puissants.

C'est pourquoi, depuis 1870, les instituteurs et les professeurs allemands ont fait entrer dans les têtes de leurs élèves cette idée que l'Allemagne est la première nation du monde, qu'elle a pour mission divine de dominer toutes les autres, de les régénérer par son enseignement moral, etc., etc. C'est pourquoi la jeunesse allemande a été imprégnée jusqu'aux moelles de ces idées, c'est pourquoi, dès l'enfance, le peuple entier a été dressé comme un molosse contre les autres peuples et excité à les déchirer de ses crocs. C'est pour cette raison que la guerre, une guerre atroce, impitoyable et sauvage, ensanglante à l'heure qu'il est pour ainsi dire le monde entier.

Eh bien, la guerre ne cessera que lorsqu'on pénétrera le cerveau des enfants avec des idées pacifiques ; que lorsqu'on leur enseignera qu'il n'y a aucune différence entre le vol d'une montre et celui d'une province, si ce n'est la différence du petit au grand ; que les conquérants massacreurs de peuples ne sont que des bandits ; qu'Alexandre, César, Napoléon sont des émules des Bonnot, des Lacenaire, des Troppmann, encore mille fois plus coupables qu'eux ; que la prétendue gloire militaire est une honte et que les vainqueurs, au lieu d'être honorés, exaltés, déifiés comme ils le sont, doivent être traînés aux gémonies de l'histoire.

Le jour où les peuples seront aussi pénétrés de ces vérités qu'ils le sont aujourd'hui des mensonges contraires, ce jour-là, la guerre aura vécu.

Ch. BEAUQUIER.

Des idées britanniques

La majeure partie des grandes réformes sociales de ces dernières années — arbitrage industriel, minimum de salaire pour les ouvriers en chambre, assurance-chômage, etc. — sont dues à l'esprit hardi de la race anglo-saxonne et beaucoup d'indices laissent espérer qu'elle donnera à l'humanité, dans ces temps tragiques, une idée pratique dont la grandeur primera toutes les autres, UN MOYEN EFFICACE POUR TERMINER L'ERE DES GUERRES.

Tandis que nous nous efforçons modestement et humblement, dans ces éditions française et allemande de notre feuille, de montrer à l'opinion de ces pays la nécessité du règlement pacifique des conflits entre les peuples (au moins de ceux de l'avenir) ; tandis que des amis aimables nous attribuent le rôle flatteur d'être — dans la sphère des Etats belligérants du continent — à peu près les seuls soutiens de cette idée qui osent affirmer l'idéal sans aucune ambiguïté (nous préférons beaucoup nous passer de cet honneur et n'être que des soldats modestes d'une grande armée de frères d'armes), la même idée compte en Angleterre des amis influents, des organisations puissantes.

Aucune, toutefois, ne dépasse en vigueur l'Association nouvellement constituée : « L'Union pour le contrôle démocratique ».

Nous avons déjà cité (1) les idées directrices et les fondateurs principaux de l'œuvre. Ajoutons toutefois que M. Morel, cheville ouvrière de l'organisation, a publié quelques brochures d'un puissant intérêt, pour exposer les points principaux de son programme pacifiste.

La méthode principale proposée consiste dans la constitution d'un CONSEIL SUPERIEUR DES PEUPLES, dans l'amalgame des deux systèmes d'alliances qui se combattent actuellement en une seule grande alliance réglant ses intérêts communs et tranchant les conflits par cette autorité suprême.

M. Asquith, président du Conseil des ministres, accueilli l'idée d'une manière sympathique, dans un discours à Dublin.

Sir Edward Grey penchait vers une idée semblable et en faisait part à l'Allemagne lors d'une de ses dernières notes avant la déclaration de la guerre, en disant « qu'il s'appliquerait à faciliter un arrangement international auquel l'Allemagne pourrait adhérer, si elle le voulait, et qui lui donnerait la garantie de n'être pas attaquée par une puissance de la Triple-Entente », et en faisant allusion à ce concert de puissances qu'il avait fondé pour le règlement des difficultés balkaniques, cette conférence des ambassadeurs de Londres qui pourrait devenir le germe d'une institution plus permanente et plus étendue.

La guerre a modifié les données du problème, mais un puissant parti, en Angleterre, est décidé

(1) Dans l'article : « La phase actuelle du mouvement pacifiste », publié dans notre n° 7.

à appliquer ces idées au règlement futur des relations entre les peuples.

Pour faciliter ce règlement et pour diminuer l'importance même des controverses territoriales, l'union pour le contrôle démocratique pose le principe qu'AUCUNE PROVINCE NE DEVRAIT PLUS CHANGER DE MAITRE SANS LE CONSENTEMENT DE SA POPULATION CONSULTÉE PAR UN PLEBISCITE REGULIER.

L'acceptation de cette idée exclurait ce danger principal de la paix future, c'est-à-dire l'annexion d'un territoire allemand par la Russie (en cas de victoire des alliés) ou de la Belgique par l'Allemagne (en cas de victoire allemande). Elle exclurait ainsi des guerres de revanche, des guerres de libération futures, elle faciliterait cette coopération de nations libres (dont chacune n'embrasserait que des provinces librement consentantes), la synthèse de l'autonomie et de l'entente librement voulue du haut en bas des divisions terrestres.

M. Churchill, membre influent du gouvernement, a donné son appui précis à ces principes d'union, dans son discours du 11 septembre. Il disait : « Prenons garde d'éviter, à la fin de cette guerre, la même faute que l'Allemagne a commise en 1871, lorsqu'elle eut vaincu la France. Gardons toujours en vue le principe des nationalités. Abstentions-nous de toute conquête ou d'annexion d'une province ou d'une race ! Appliquons-nous seulement à libérer les races opprimées. »

S'il y a un doute relatif à l'attribution d'un territoire, tenons compte principalement des désirs et des sentiments de ses habitants ! »

L'écrivain bien connu Norman Angell, un des fondateurs de l'Union, s'élève avec plus de force encore contre toute idée d'une répartition de l'Allemagne, contre toute conquête d'une province allemande, habitée par des Allemands, désirant rester dans le cadre de leur nation.

Il démontre avec beaucoup de clairvoyance que la domination d'un tel territoire allemand par la Russie ou par la France, contre la volonté de ses habitants, obligerait ces puissances à maintenir un système oppresseur pour empêcher des velléités de révolte.

Il s'élève contre le danger d'une France détachée de ses grands principes libéraux et démocratiques, de ses libertés constitutionnelles suprêmes — par le fait de ne pouvoir pas compter sur l'attachement libre d'une partie de ses concitoyens, par la nécessité de les maintenir par la force. Il forge ce mot exagéré, certes, mais pittoresque, qu'il ne faudrait pas « prussianiser » la France.

Nous sommes convaincus que de telles intentions sont loin des hommes distingués qui dirigent les destinées de la République française. Mais si une faible partie de l'opinion française, exaspérée par le désir de représailles, se laissait aller à des aspirations semblables, il serait utile pour elle de savoir que la Grande-Bretagne n'entend point abandonner ses principes dans un moment de colère, malgré toutes les haines du côté allemand, qui (paradoxe à retenir) se concentrent sur elle plus encore que sur la France ; que la Grande-Bretagne — le jour du règlement venu — exercera toute son influence dans la direction d'une sage modération et d'une nouvelle constitution de l'Europe, capable de DURER.

L'Union pour le contrôle démocratique, en rendant conscientes ces tendances généreuses de l'âme britannique remplira un rôle double : Elle empêchera une paix qui serait intolérable pour les vaincus, elle préparera une paix durable basée sur la Confédération des peuples.

Qu'elle réussisse à fonder des associations sœurs dans les autres pays belligérants ! Qu'une branche française naisse sans tarder et unisse les élans généreux de la France à ceux du peuple frère.

PACIFICUS.

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.